

# Il est temps d'éclairer autrement les maisons de vie pour aînés

Les textes publiés dans ces pages ont pour but d'alimenter le débat. Ils n'engagent que leurs auteurs qui n'appartiennent pas à la rédaction de "La Libre Belgique".

Il est souvent question des maisons de repos. Elles (re)viennent de loin. Au XIX<sup>e</sup> siècle, il y avait des hospices. Dans un style désuet, humaniste et inimitable, Joseph Charlier en parlait sans fard en 1848, posant des enjeux qui résonnent aujourd'hui encore comme la possibilité de choix de leurs habitants, leur alimentation, la régulation des services par les autorités...<sup>(2)</sup>

Les résidences pour aînés d'aujourd'hui sont fort heureusement un tout autre monde. Leur encadrement a débuté au milieu des années 1960. Déjà confronté au problème de l'hébergement des aînés, le législateur national adopta alors la loi du 12 juillet 1966 relative aux maisons de repos.

Longtemps, les chambres-dortoirs y furent monnaie courante, leur équipement sommaire et les sanitaires individuels absents. Tout cela ne concourait point à l'intimité, au confort et l'autodétermination. *To say the least.*

Il est toujours question aujourd'hui de maison de repos. Mais pareil foyer a vocation de lieu de vie, avec soins ainsi qu'attentions. Et la vie de tout un chacun n'est point toujours simple; encore moins de tout repos. C'est particulièrement vrai avec un nombre croissant de résidents avec troubles cognitifs, les désordres de la Covid et les réglementations de plus en plus complexes. L'idée de repos suggère plutôt l'image d'aînés passifs, "endormis, assoupis", résignés (?) sous sédatifs (?)... En attente du "repos éternel" ou profitant d'un repos "bien mérité"? Tout est question de point de vue! L'expression maison de vie est sans doute préférable. Pourtant les personnes continueront à y mourir car la mort est l'ultime étape de la vie. Cela doit-il cho-

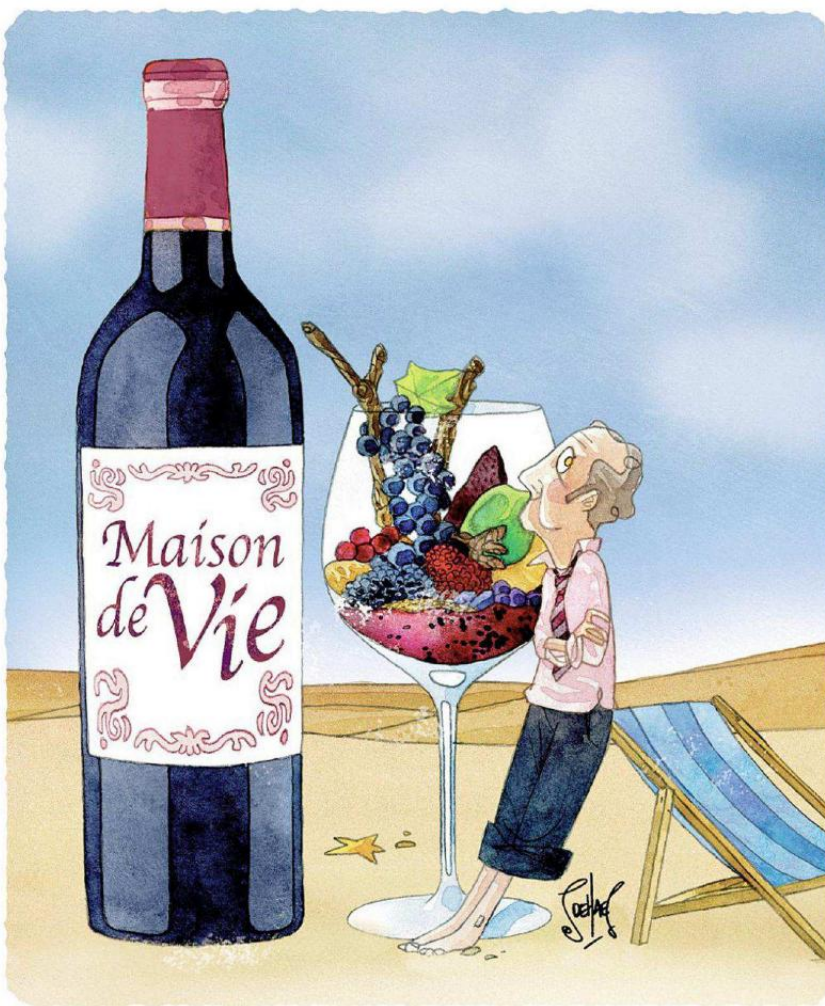
quer? Une maison de repos n'est pas un monde à part, avec une vie à part. Comme partout ailleurs, il y a de grandes choses (l'engagement de la majorité du personnel), parfois, hélas, aussi de la médiocrité (l'âgisme, les scandales...). De la joie (les activités, les fêtes...). De la tristesse (les décès, les résidents sans famille). Il y a aussi des coûts et un coût de la vie croissant qui limite les envies/intentions/ambitions.

## Un basculement s'opère

Parler de maison de vie est une façon, certes symbolique, de réaffirmer, vent debout, le primat et la force de la vie sur une sombre période sous les auspices de la destruction pendant la Covid, surtout la première vague. Mais aussi le vouloir vivre dans ces maisons après trop de généralisations abusives et d'amalgames douteux à désobligeants (*bashing* médiatique). C'est aussi donner une vision plus juste de leur réalité; offrir une perspective plus positive aux parties prenantes (résidents, familles, personnel...); redorer leur blason sans verser pour autant dans une autosatisfaction et une complaisance déplacée, voire gluante.

La notion de maison de vie est déjà largement usitée sur le terrain, tant dans le secteur, public que privé. Ainsi au CPAS de Thuin, le Gai Séjour est une maison de vie, une philosophie...

Comme rappelé par Espace senior, depuis une vingtaine d'années, un basculement s'opère dans la philosophie des institutions d'hébergement pour personnes âgées. Les milieux juridiques et scientifiques travaillent à ce que "la maison de vie" prenne le dessus sur "l'hospice" du temps où l'individu, pris en charge par l'institution, ne disposait presque d'aucune liberté d'action formelle.



Parler de maison de vie est une façon, certes symbolique, de réaffirmer, vent debout, le primat et la force de la vie.

**Anne Marie Balthasart**

Présidente CSC Seniors

**Perrine Bosquillon**

Maître en santé publique

**Sabrina Carlini**

Infirmière-chef

**Catherine Dechèvre**

Secteur aînés à Unessa

**Jean-Marc Rombeaux**

Économiste et conseiller expert

à la Fédération des CPAS

Liste complète des signataires ci-dessous.

■ Il est également temps de donner aux maisons de repos les moyens de développer une véritable relation de soins avec les personnes qui y vivent.

Dans la définition de sa vision, Femarbel plaide "d'investir dans le capital humain, les gestes et les services qui changent le quotidien des personnes âgées et de tendre ainsi vers des maisons de vie plutôt que des maisons de repos".

## Un décalage

Des réformes sont en préparation en Wallonie. Force est de constater qu'elles restent largement dans un modèle de soins au sens "cure". Pour Unessa, Catherine Dechèvre, responsable sectorielle Aînés, a eu les mots justes à ce sujet dans une note technique. Elle y constate que "le sentiment perceptible à la lecture des propositions est l'ultramédicalisation du résident laissant paraître une 'approche hospitalière' là où il devrait 'simplement' poursuivre sa vie. Où trouve-t-on ses besoins relationnels, son état de bien-être et ses demandes par rapport à cela? Alors que d'autre part, les modèles où le résident est partie prenante des décisions le concernant sont mis en avant. Il y a là un équilibre qu'il faut identifier et assurer". "La société dans son ensemble attend une évolution de notre secteur qui, tout en lui demandant d'héberger des résidents aux profils de plus en plus lourds, souhaite que les institutions soient et restent des lieux de vie et pas seulement des lieux de soins. Et pourtant la liste des registres à tenir, des enregistrements à réaliser s'allonge. Or, le personnel et le temps manquent. Pour que les enregistrements fassent sens, il faut en faire quelque chose. Mais pour en faire quelque chose, il faut du personnel autour de la table pour en discuter, mais celui-ci doit aussi être avec le résident. Nous constatons un décalage entre ce qui est voulu par la réforme et ce qu'il est possible de donner dans un contexte de manque de personnel, d'essoufflement du personnel en recherche de sens dans son travail, de fonctionnement à flux tendu. Le risque est grand que ce qui est demandé soit rejeté dans le contexte difficile d'aujourd'hui."

Comme en 1848, mais d'une autre façon, le résident semble "laissé de côté" et la régulation étatique d'abord administrative et, partant, inappro-

priée, "en décalage". Or, "la relation de soins (to care) se révèle aller bien plus loin que le simple acte de soigner (to cure)", selon les mots de la philosophe Laura Rizzerio.

## Une boussole philosophique

Alors est-ce qu'un simple changement de langage donnerait meilleure presse à nos établissements? On peut en douter, aussi longtemps que le vieillissement sera vu comme "l'affaire des autres", que les rides sur un visage seront vues comme un signe de l'âge et non comme "des sourires gravés" (Jules Renard).

On n'a aucune chance d'arriver à bon port si on n'a pas une boussole philosophique et, partant, un cap résolu. Nos maisons y croient. Pour cela, il faut aussi se donner et recevoir les moyens. Une maison de vie ne peut exister et se déployer que si la participation des résidents et l'ouverture sur le quartier sont suffisamment développées. Elle suppose aussi davantage de personnel de réactivation financé par la Région. Une collation en soirée et un diététicien financé aussi bienvenus pour une alimentation équilibrée et épicurienne.

Il est temps de rallumer les étoiles, écrivait Apollinaire. Il est aujourd'hui temps d'éclairer d'un autre jour les maisons de vie pour aînés. Et de leur donner les moyens pour ce faire.

→ (1) Philippe Defeyt, ancien président du CPAS de Namur; Vincent Fredericq, secrétaire général de Femarbel; Jérôme Gillet, éducateur; Thibault Gobert, aide soignant; Olivier Mercier, directeur engagé dans l'application du modèle Tubbe; Jean-François Moreau, docteur et médecin coordonnateur José Pincé, maître de conférence ULB; Antoine Thiry, directeur stratégie développement, initiateur du projet Tubbe à Sainte-Barbe; Eddy Wanet, directeur d'une maison de vie publique; Luc Vandormael, président de la Fédération des CPAS.

→ (2) Les références qui soutiennent ce texte sont à retrouver dans sa version en ligne sur [libre.be](http://libre.be).

## OPINION

# Quand une conscience artificielle se dessine

■ Le procès de l'intelligence artificielle manque l'essentiel de ce qui pose problème avec la révolution informatique.



**Guillaume Pigeard de Gurbert**  
Philosophe, auteur de "Contre la philosophie" (Actes Sud, 2010)

Le procès de l'intelligence artificielle, qu'il soit légitime ou passéiste, manque peut-être l'essentiel du problème de la révolution informatique. Que les hommes en soient venus, après s'être fabriqué un corps extérieur, à s'équiper d'un cerveau artificiel, ce progrès s'inscrit assez naturellement dans un processus commencé à l'aube de l'humanité. Après que les silex taillés eurent déchargé les dents de leur travail, la roue et la manivelle les jambes et les bras du leur, et que la machine fut enfin venue remplacer la force musculaire humaine, n'était-il pas inévitable qu'ils en arrivent à découpler leurs fonctions cérébrales elles-mêmes?

L'introduction de la puissance mécanique dans la division du travail n'ayant pas eu pour fin de soulager les ouvriers mais d'augmenter la productivité, elle s'est traduite par cette "pathologie industrielle" dénoncée par Marx dès le XIX<sup>e</sup> siècle et filmée par Chaplin pendant la crise de 1929. L'usage exponentiel de la machine informatique aussi bien dans les usines que dans le tertiaire ne visant toujours pas le bien-être commun, les tares de l'intelligence artificielle sont faciles à identifier et sont en droit corrigibles. Après les tics du corps, symptômes de la mécanisation, c'est le cerveau des hommes que la machine informatique secoue de tics.

Toutefois, le véritable problème est, me semble-t-il, celui qui n'est justement pas encore posé, à savoir la fabrication, non d'une intelligence mais d'une conscience artificielle. Je m'explique: on donne désormais aux enfants dès le plus jeune âge un écran bourré d'informatique en guise de jouet parlant, ou de baby-sitter. La tétine fonctionnait comme muselette, le téléphone portable estropie l'aventure du langage, ab-

imant du même coup la pensée de l'enfant dans l'œuf. Le cyber-baby qu'on installe matin et soir devant un écran se trouve face à un mur parlant qui, ne s'adressant pas à lui, ne saurait jamais l'éveiller au langage. On voit déjà arriver à l'école maternelle des cohortes d'enfants en poussette dont le vocabulaire et la syntaxe accusent un retard inquiétant. Mais ce que ce sous-développement du langage manifeste, c'est un désastre autrement irrémédiable: une pathologie, non plus industrielle, physique, mais mentale, psychique.

Si l'on ajoute que l'intelligence artificielle s'étend, contrairement à la révolution industrielle qui est restée cantonnée pour l'essentiel au monde du travail, à l'espace de vie total, du bureau à la chambre à coucher, du berceau à la maison de repos, on mesure l'ampleur du problème. La conscience que chacun prend de soi se construit dans et par le rapport vivant à la conscience d'un autre que soi. Si l'homme a su se fabriquer un corps puis un cerveau artificiels, l'intelligence artificielle échoue par nature à faire, comme disent les philosophes, un "pour-autrui" artificiel.

Les excès des échanges que les réseaux sociaux engendrent ne s'expliquent pas autrement: l'autre n'y est qu'une caricature artificielle, tantôt survalorisante, tantôt surdévalorisante, jamais l'interlocuteur d'une relation interpersonnelle. Les bénéfices et les travers de l'intelligence artificielle masquent les ravages sous-estimés d'une conscience artificielle, au comportement stéréotypé. Toute l'intelligence artificielle du monde ne fera jamais une conscience, la place de l'autre, à la différence d'un bras ou d'une opération intelligente, étant irremplaçable.